

Déclaration de l'Assemblée parlementaire ACP sur la situation au Burundi

L'Assemblée parlementaire ACP, réunie en sa 38^e session à Suva (Fidji):

Ayant connaissance des récentes évolutions de la situation politique, militaire et humanitaire en République du Burundi ;

Préoccupée par le nombre élevé de réfugiés burundais qui vivent désormais dans les pays voisins ;

Condamne tous les actes de violence perpétrés à l'encontre des civils, en violation du droit humanitaire international et des droits de l'homme ;

Souligne qu'un dialogue constructif est nécessaire entre toutes les parties au Burundi pour faire prévaloir les principes de démocratie, de l'Etat de droit et des droits humains, y compris le droit au rassemblement pacifique ;

Salue les efforts déployés par l'Union africaine et la Communauté de l'Afrique de l'Est pour résoudre les problèmes politiques en suspens au Burundi, à travers un dialogue pacifique ;

Soutient fermement la position de l'Union Africaine prise à l'issue du Sommet des Chefs d'Etats et de Gouvernement tenue à Johannesburg, Afrique du Sud, du 7 au 15 juin 2015.

Invite toutes les parties à promouvoir et à protéger les droits de l'homme afin d'honorer leurs obligations découlant du droit international, et **demande** que les auteurs des graves violations de ce droit répondent de leurs actes ;

Souligne que la situation au Burundi ne peut pas être résolue par des moyens militaires, mais requiert plutôt une solution politique qui respecte les exigences du constitutionnalisme et l'Accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation afin de préserver la paix et la sécurité ;

Appelle à la création de conditions propices pour le retour sécurisé et sans entrave des réfugiés burundais dans leurs foyers respectifs ;

Demande instamment la mise en œuvre rapide de mesures permettant de créer les conditions nécessaires à la tenue d'élections pacifiques, inclusives et crédibles au Burundi, dont notamment le désarmement de tous les groupes de jeunes armés liés à des partis politiques ;

S'engage à soutenir le peuple burundais pour faire valoir ses aspirations démocratiques à des élections libres, équitables et inclusives dans le cadre de la solidarité intra-ACP.

Fait à Suva, Fidji, le 17 juin 2015